

Séminaire de Master, Doctorat et Recherches

Mais où sont donc passés le pain, les droits et la justice sociale ?

Situations environnementales, économiques, sociales et politiques au Maghreb et au Moyen Orient depuis 2010



Séminaire Organisé par :
Habib Ayeb (Université Paris 8) Et François Ireton (CNRS)

Le séminaire aura lieu le mercredi de 15h à 18h à l'Université de Paris 8 Vincennes à Saint-Denis (bâtiment D, salle D008, rez-de-chaussée ; Métro Ligne 13. Station "Saint Denis-Université").

Présentation :

Lors des soulèvements populaires qui ont secoué plusieurs pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient (ANMO) fin 2010 et début 2011, l'un des slogans revendicatifs les plus scandés par les manifestants a été : « Pain, justice sociale et dignité ». Ceci prouve, s'il en était besoin, que les demandes « sociales » ont été au coeur des processus révolutionnaires qui ont mis fin à plusieurs régimes autoritaires (dirigés par Ben 'Ali (Tunisie), Moubarak(Egypte), 'Ali 'Abdallah Saleh (Yémen) et Kaddafi (Libye)) et sérieusement secoué plusieurs autres. Aujourd'hui encore, ces revendications sociales, notamment en Afrique du Nord(Maghreb + Egypte), se poursuivent, voire se radicalisent, et ce malgré les processus « contrerévolutionnaires » et les nouveaux pouvoirs qui s'emploient désespérément à y mettre fin, sans succès notable.

Pour sa troisième année d'existence, le séminaire « Mais que veut donc le peuple ? », se proposant de prolonger les réflexions et les thématiques des deux premières, prendra comme objet d'analyse ces revendications sociales et les situations qu'elles dénoncent, compte tenu du fait que les mouvements sociaux de ces dix dernières années ont profondément marqué une «opinion publique » plus sensible que jamais à la non-résolution - voire à l'aggravation – des problèmes socio-économico-politiques « déclencheurs » des soulèvements.

Or, alors que ces problèmes sociaux et les situations structurelles qui les soutendent font l'objet de descriptions et d'analyses de la part d'experts et d'organismes nationaux ou internationaux, produisant une foisonnante littérature grise, souvent confidentielle, à la fois répétitive et lacunaire, et essentiellement destinée aux gouvernants, tout se passe comme si la recherche académique, largement polarisée sur la seule situation politique, considère comme «indigne» de ses ambitions théoriques l'analyse des situations environnementales, économiques (revenus, niveaux de vie, etc.), sanitaires, éducatives, culturelles, etc., qui prévalent dans les pays d'ANMO. Pourtant ces situations forment la trame de la vie quotidienne de ce « peuple » qui a « voulu », en exigeant des changements politiques, la résolution de ses problèmes quotidiens.

Ce sont quelques uns de ces derniers que l'on tentera d'analyser, cette année, en une suite d'exposés portant sur des aspects précis et exemplaires de situations particulières prévalant dans des pays particuliers, ceci en faisant appel à des chercheur/(se)s qui y ont mené, à différentes échelles, des études empiriques et de terrain appuyées sur les problématiques et les théories de leurs disciplines respectives. A titre d'exemples, non exhaustifs, les exposés pourront envisager des situations et problèmes tels que ceux concernant l'environnement et sa protection contre les diverses formes de pollution, l'accès aux ressources « naturelles » (eau potable et/ou d'irrigation, terre agricole, etc.), les infrastructures, la souveraineté et la sécurité alimentaires, l'emploi et la distribution des revenus, l'école, la santé, etc.

Par ailleurs, quand l'actualité politique événementielle des pays d'ANMO « l'imposera », le séminaire pourra s'ouvrir à des exposés en lien avec cette dernière, afin de proposer des analyses originales et/ou alternatives à celles livrées par les médias et les différents« experts » qui y sont régulièrement invités. Néanmoins, suivant en cela la ligne principale du séminaire, on tentera systématiquement d'établir des liens entre les événements concernés et les conditions sociales, économiques et environnementales de plus longue durée qui enforment le contexte.

Calendrier Second Semestre (Février – Mai 2017)

1- 1er février 2017 : **Habib Ayeb** : « Politiques agricoles et dépendances alimentaires : Tunisie, Egypte et Maroc »

Habib Ayeb est géographe, maître de conférence à l'Université Paris 8-Vincennes à Saint-Denis.

2- 15 février : **Anne Marie Moulin** : « Et la santé dans tout ça ? Etat des lieux et trajectoires avant et après 2011 : Maghreb et Egypte »

A.-M. Moulin est philosophe et historienne de la médecine, Directrice de recherche émérite au CNRS (Laboratoire SPHERE, UMR 7219, Universités Paris 7-Diderot et Paris 1-Panthéon-Sorbonne) & Professeur associée au Département de Santé de l'Université Senghor d'Alexandrie (Egypte).

3- 1er mars : **Naoual Belakhdar** : « Les protestations sociales qui ont marqué l'Algérie avant et après 2011 : réflexions sur leurs conditions d'émergence, leurs effets et leurs limites »

Naoual Belakhdar est politologue, chercheuse associée à l'Otto-Suhr Institute for Political Sciences, Center for Middle Eastern and North African Politics (Freie Universität, Berlin).

4- 15 mars : **Françoise de Bel-Air** : « Les structures familiales dans le monde arabe aujourd'hui : quelles évolutions, quels enjeux socio-politiques ? »

Françoise de Bel-Air est socio-démographe et coordinatrice scientifique du module démographique du « Gulf Labour Markets and Migration Programme » (GLMM), (Gulf Research Centre (GRC), Genève et Institut Universitaire Européen (EUI), Florence).

5- 29 mars : **Yasmine Berriane** : « Revendiquer le droit à la terre : les *soulaliyates* avant, pendant et après les mobilisations de 2011 »

Yasmine Berriane est sociologue du politique, enseignante-chercheuse à l'Université de Zurich (UFSP Asien und Europa) et chercheuse associée au Centre de Recherche Sociétés et Culture (CRESC), Ecole de Gouvernance et d'Economie (UGE) de l'Université Mohammed VI Polytechnique de Rabat (Maroc).

6- 19 avril : **Chokri Hmed** : « La justice sociale est-elle soluble dans la Constitution ? Problématisations politiques de l'Etat social lors des occupations de la Kasbah à Tunis (2011) »

Chokri Hmed est Maître de conférence en sciences politiques à l'Université Paris

Dauphine, chercheur à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO, UMR 7170 du CNRS) et chercheur associé au Laboratoire « Diraset-Études maghrébines » (Université de Tunis).

7- 3 mai : **Chaymaa Hassabo** : « Mobilisations et protestations dans l'Egypte "post-révolutionnaire" : leurs enjeux sociaux et politiques »

Chaymaa Hassabo est politologue, chercheuse associée à la Chaire d'Histoire du Monde Arabe contemporain du Collège de France et chargée de cours en sciences politiques à l'Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense.